



COVID-19: CONFUSION ENTRE POLITIQUE ET SCIENCE

Pour bénéficier de la confiance des citoyens, les gouvernants doivent éviter de parler au nom de la science.



a communication autour du Covid-19 affiche un partenariat étroit entre le décideur public et les spécialistes des maladies infectieuses. Cette alliance visible du politique et de l'expert est-elle un gage de confiance pour les Français? Rien n'est moins sûr. Une démarcation nette entre ces deux ordres de rationalités s'avère essentielle pour que les gouvernés consentent au pouvoir des gouvernants.

Les travaux de sciences sociales se sont accumulés pour nous avertir que la décision politique n'est pas de nature scientifique. Ainsi, la connaissance des paramètres de l'épidémie renseigne sur son évolution et les techniques de biologie moléculaire assurent la mise au point de tests sérologiques ou autres. Pour autant, ces outils ne déterminent pas les mesures de confinement et de dépistage: celles-ci reposent sur des arbitrages socioéconomiques. Évidemment, la prise en compte des données de la science est un impératif moral, voire constitutionnel puisqu'elle est garante de l'intérêt général

sanitaire, mais l'élaboration des politiques publiques ne s'y réduit pas.

Le corollaire de cette distinction est double. Si les scientifiques ne peuvent pas décider de la manière de contrôler le pic épidémique, la communication gouvernementale ne peut, elle, *représenter* la science ni *parler au nom* de celle-ci.

La politique publique ne se réduit pas aux considérations de science



Souvent négligée, cette dernière dimension est pourtant le nerf de la confiance. Le malaise des citoyens s'est accentué lorsque nos gouvernants se sont exprimés scientifiquement sur l'arrivée possible du Covid-19 en France, le port du masque, la contagiosité des enfants ou la fragilité des séniors. Ainsi, l'urgence mondiale de la crise sanitaire

a incité les pouvoirs publics à mobiliser les expertises, parfois jusqu'à confondre les deux registres.

De plus, la survenue de la pandémie pose des querelles interprétatives empreintes de biais cognitifs qui la sortent du registre de la science. Ainsi, un quart des Français considèrent que le virus est apparu en laboratoire, et 17% de la population plaide pour une fabrication intentionnelle de cet agent (Conspiracy Watch, 28 mars 2020). Intervient ici le biais «d'agentivité» consistant à prêter aux entités collectives, qu'il s'agisse des scientifiques, des pathogènes, de la nature, des étrangers, etc. une faculté d'action volontaire sur le monde, biais cognitif qui alimente maintes théories complotistes.

Par exemple, certaines de ces théories attribuent au virus du Covid-19 une origine humaine, chinoise notamment, tandis qu'on a vu des figures écologistes associer la pandémie à une révolte de la «Nature». Comparable à la punition divine de jadis, ce langage métaphorique fait de cette dernière une force animée d'une intention.

Dans l'histoire des épidémies, la recherche des causes se joint souvent au dérèglement des mœurs ou du climat. Depuis l'Église amenée à pardonner les péchés des croyants frappés par le coronavirus jusqu'à la personnification d'une nature meurtrie, la saisie du phénomène épidémique comme objet de science est entravée. Elle l'est d'autant plus que la distinction entre la production des données et leur représentation politique tend à s'effacer. Livrées chaque soir, les statistiques de l'infection et de la mortalité sont des indicateurs à la fois épidémiologiques et de l'action gouvernementale. La pandémie en tant qu'objet de science n'est pourtant pas la pandémie saisie comme objet politique qui affecte tous les pans de la société. Aussi, la communication politique des aléas reste une gageure. Difficile alors de ne pas y accoler un bouc émissaire ou un châtiment de la Nature...

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.